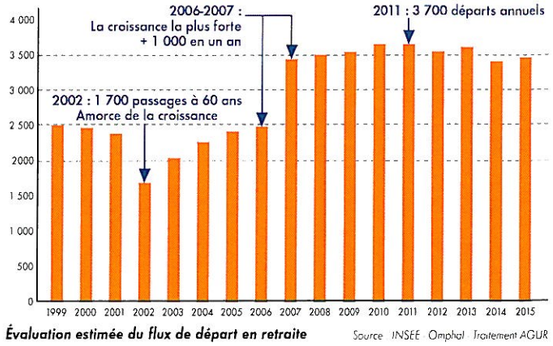
Accompagner efficacement l'accélération des départs en retraite

Nous sommes à l'aube d'une **forte accélération des départs en retraite** dans le Dunkerquois : en 2007 les estimations prévoient une croissance de plus de 1 000 départs en retraite supplémentaires par rapport à 2006. **Cette tendance est particulièrement problématique pour l'industrie**, qui fait face au vieillissement de sa main-d'œuvre et doit anticiper son renouvellement. Sur ce point, la MDE s'engagera avec ses partenaires à développer les dispositifs de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

→ *À l'aube d'une forte accélération des départs en retraite*



Évaluation estimée du flux de départ en retraite *Source : INSEE, Omphal, Traitement AGUR*

Éclairer les choix pour les étudiants de l'Université

Il existe des disparités sociales entre les formations au sein de l'ULCO : on constate l'existence de choix différenciés de filières selon l'origine sociale des publics. En AES par exemple, la proportion d'étudiants issus d'une famille ouvrière y dépasse largement la moyenne (42 % contre 26 % en moyenne pour l'ensemble des filières).

Compte tenu des difficultés que peuvent rencontrer les étudiants sur le marché de l'emploi, une réflexion doit être menée sur **l'articulation entre les filières développées par l'université et les besoins du marché du travail local**. La MDE s'associera à cette démarche.

Des publics cibles : les femmes et les handicapés

Les femmes dunkerquoises connaissent également une situation spécifique. Leur **taux d'activité est encore faible**. Cela ne signifie pas pour autant que la proportion de femmes parmi les chômeurs soit réduite. Bien au contraire : en juin 2006, elles représentent 55 % des demandeurs d'emploi (DEFM 1,2,3) et leur taux de chômage est estimé à 14 %.

La situation évolue plus lentement qu'ailleurs : entre 2005 et 2006 la diminution du nombre de femmes parmi les chômeurs a été moins forte dans le Dunkerquois que dans la Région.

Comme pour la Région, la baisse de la demande d'emploi (DEFM) profite davantage aux hommes qu'aux femmes. Par ailleurs, **dans les domaines professionnels recherchés par les femmes, les offres d'emploi ANPE sont souvent à temps partiel et sous la forme de contrats aidés**.

De tous les bassins de la Région, le Dunkerquois est celui qui connaît la plus **forte représentation de travailleurs handicapés parmi les demandeurs d'emploi.** La MDE doit prendre en compte ces catégories dans son plan d'actions.

Développer simultanément les emplois de l'industrie et les emplois des services

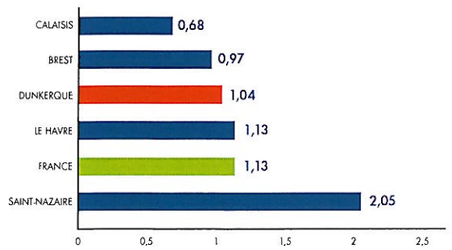
Sur la période 1998-2004, **le rythme de créations d'emploi dans le Dunkerquois est proche du niveau national** : le bassin d'emploi a connu un taux de croissance annuel moyen de 1,04 % par an, contre 1,13 % au niveau national.

Les structures industrielles (Arcelor-Mittal, Centrale nucléaire, Ascométal, Aluminium Dunkerque...) et le secteur public (Centre hospitalier, Communauté urbaine...) occupent une place importante parmi les plus gros employeurs du Dunkerquois.

Le tertiaire constitue la source majeure de créations d'emplois sur notre territoire : entre 1998 et 2004, on dénombre dans le domaine des services près de 6 000 salariés supplémentaires.

Le territoire se caractérise par une forte proportion de contrats courts. 45,5 % des offres d'emploi du Dunkerquois sont des contrats de moins de six mois contre 37,2 % sur la région*.

→ *Sur la période 1998-2004, le rythme de créations d'emplois dans le Dunkerquois est proche du niveau national*



Taux de croissance annuel moyen de l'emploi total (%)

Source : INSEE Estimation d'emploi

* source ANPE - période du 01/07/05 au 30/06/06

Mesurer l'insertion et ses impacts sur l'emploi

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi propose un accompagnement renforcé à l'emploi pour la plupart des contrats aidés du territoire en structure d'insertion ainsi que ceux mis en œuvre par les collectivités locales. Le reste des contrats aidés (ex : Éducation nationale...) est suivi par l'ANPE.

Sur la Communauté Urbaine de Dunkerque, les ACI (Atelier chantier d'insertion) sont plus nombreux que les EI (Entreprise d'insertion). Les modes de suivi statistiques existent, mais ils ne sont pas agrégés, ce qui ne facilite pas une approche territoriale.

Une harmonisation des comités de pilotage sur le sujet de l'insertion au sein de la MDE permettra une meilleure visibilité de l'impact des mesures d'insertion sur l'emploi global.

Éviter l'exclusion du marché de l'emploi

Au 31 décembre 2006, on constate qu'en un an **la part des demandeurs d'emploi de longue durée (DELD) sur le dunkerquois a diminué de 14,7 %** (source ANPE DARES). Désormais, le poids des DELD dans la demande d'emploi est inférieur de 2,9 % à la moyenne régionale. En revanche, **fin 2005**, on recense sur le bassin d'emploi de Dunkerque plus de **6 000 allocataires du RMI**, soit une hausse de près de 18 % en 2 ans (contre 17 % dans le département du Nord).

Plus récemment, sur l'année 2006, le nombre d'allocataires du RMI s'est stabilisé mais le volume reste important. (source Direction Territoriale de Prévention et d'Action Sociale de Flandres Maritime - Conseil Général du Nord). Il faut toutefois souligner que la modification de la durée d'indemnisation des demandeurs d'emploi risque de se répercuter sur ces chiffres.

Le dunkerquois affiche une particularité : **le RMI est en moyenne de plus courte durée qu'ailleurs dans la région**. Cela peut être le signe d'une réinsertion professionnelle plus rapide ou plus fréquente.

La MDE s'attachera à développer des actions en direction des allocataires du RMI en complémentarité avec le Département du Nord.

Créer son propre emploi, une voie encore peu prisée

Dans le Dunkerquois, **l'emploi indépendant est peu répandu :** en 2004, l'emploi non salarié ne représente que 6 % de l'emploi total contre 9 % pour la France. Toutefois, entre 1998 et 2004 **la part des indépendants dans l'emploi total diminue moins fortement** dans le Dunkerquois qu'ailleurs : sur cette période, la part des non salariés dans l'emploi total a diminué de 0,4 point dans le Dunkerquois, contre près d'un point dans les bassins de Brest et du Havre.

Développer les services aux particuliers

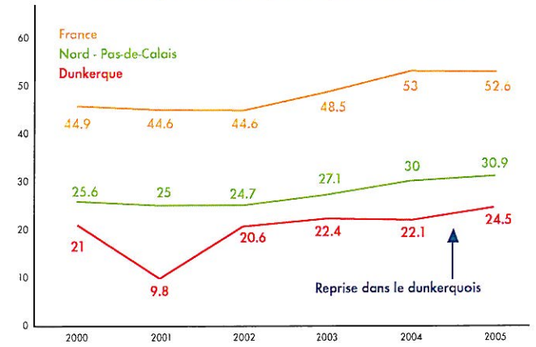
Sur la période 2001-2005, la part des créations d'entreprises dans le secteur des services aux particuliers est inférieure de 2 points à la moyenne nationale. Toutefois, en 2005, on observe des signes de rattrapage : localement **16 % des créations concernent les services aux particuliers, contre seulement 11 % au niveau national.**

Au niveau des **offres d'emploi enregistrées par l'ANPE**, ce domaine connaît également une forte hausse entre 2005 et 2006 (+ 174 offres, soit + 40 % en 1 an).

Compte tenu des évolutions démographiques actuelles (vieillissement de la population, féminisation de la population active...), ce secteur pourrait être particulièrement porteur dans le bassin d'emploi dunkerquois. Le développement de ce type de services constitue donc un axe stratégique de la Maison de l'Emploi à ne pas négliger.

Stimuler la création d'entreprise, notamment chez les demandeurs d'emploi

→ *Les signes d'une reprise à partir de 2005*



Nombre créations pour 10 000 habitants *Source : INSEE*

Dans le Dunkerquois, on crée **moins d'entreprises qu'ailleurs**. Les créateurs y sont proportionnellement moins nombreux, notamment parmi les demandeurs d'emploi.

L'évolution récente du taux de création est toutefois encourageante. Après trois années de stagnation, la période 2004-2005 s'est caractérisée par un sursaut (+10 %). **Cette tendance, qui se confirme sur 2006-2007**, s'observe au moment où la création d'entreprise au niveau national fléchit (-1 % depuis 2004). On peut penser qu'un phénomène de rattrapage est en cours, grâce à l'accompagnement des acteurs d'appui à la création d'entreprises.

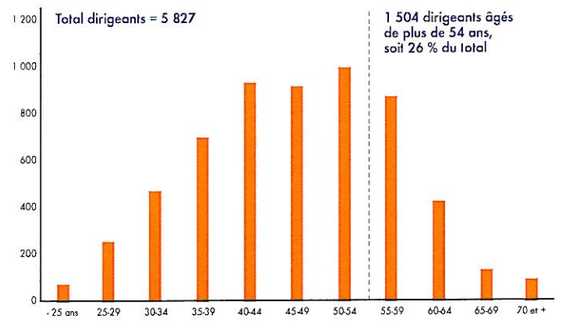
Ce sont les **créations pures** qui tirent vers le haut l'ensemble des créations d'entreprise (toutes natures confondues). Le **secteur du commerce** concentre près de la moitié des créations ces cinq dernières années. À l'échelle de la CUD, en cinq ans, c'est dans le domaine des **services aux entreprises** qu'on compte le plus d'établissements supplémentaires (+ 29).

Un enjeu pour le renouvellement de l'activité : le départ en retraite des dirigeants

Dans notre zone d'emploi, **plus d'un dirigeant sur quatre sera à la retraite d'ici cinq ans.**

Près d'une entreprise sur trois, dirigée par un responsable de plus de 54 ans, se situe dans le **domaine du commerce, réparations automobile et d'articles domestiques.**

→ *Plus d'un dirigeant sur quatre sera à la retraite dans cinq ans*



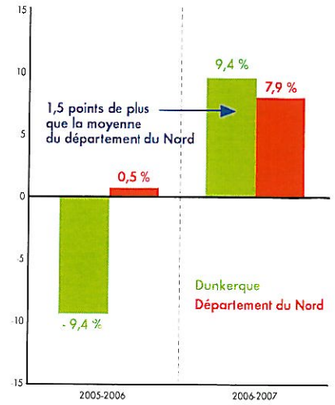
Tranches d'âges des dirigeants du dunkerquois

Source : traitement AGUR à partir de CCI de Dunkerque 2007 - Chambre des métiers 2007

Des embauches en perspective

Selon l'enquête Besoin de Main d'Œuvre (source : Unedic-Assedic), le Dunkerquois connaît en 2007 un retournement de tendance. En effet, après avoir connu une évolution défavorable en 2006, **le nombre de projets de recrutement augmente de plus de 9 % en 2007, ce qui porte à un peu plus de 3 800 le nombre total d'intentions d'embauche.** Les récents constats émanant du terrain et de la CCI de Dunkerque s'inscrivent également dans le sens d'un retour à l'optimisme.

→ *Un retournement de tendance en 2007*



Évolution du nombre de projets de recrutement entre 2005-2006 et 2006-2007 (en %)
Source UNEDIC - Assedic BMO 2007

Réduire les difficultés de recrutement

Entre 2006 et 2007, **la part des projets de recrutement estimés difficiles a augmenté de 9 points dans le Dunkerquois,** alors qu'elle a diminué de 0,6 points dans le Nord. La situation actuelle du bassin de Dunkerque est proche de celle du département (respectivement 39,3 % et 40,7 % en 2007). L'écart entre les deux moyennes s'est fortement réduit.

Les difficultés d'embauche touchent particulièrement certains métiers. Le secteur de la construction est traditionnellement concerné avec des difficultés couvrant jusqu'à 100 % des projets de recrutement pour certains métiers (c'est le cas des plâtriers, charpentiers et autres ouvriers qualifiés du gros œuvre). L'embauche d'employés de maison et d'assistantes maternelles apparaît également problématique pour 100 % des projets.

Des métiers cœur de cible pour s'attaquer aux sources des tensions sur le marché de l'emploi

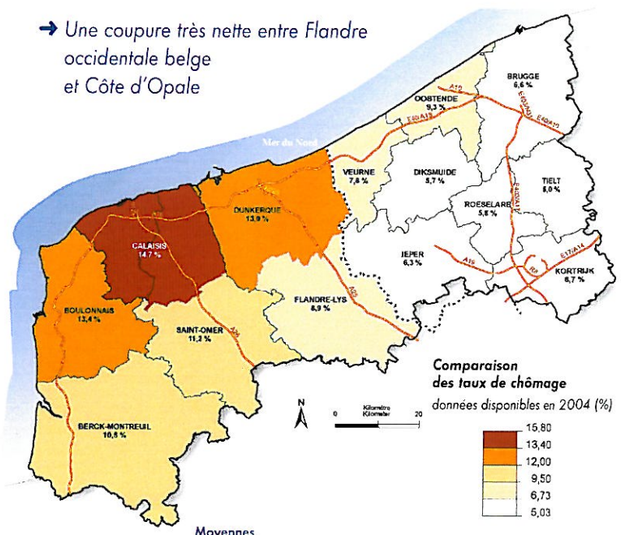
Pour un certain nombre de métiers dits en tension, **les offres d'emploi de l'ANPE ne trouvent pas preneur. Il s'avère pourtant qu'une demande existe bel et bien.** Celle-ci peut d'ailleurs dans certains cas, dépasser largement le niveau de l'offre.
Les problèmes de recrutement dans les métiers du bâtiment et de la restauration demeurent récurrents.
Pour les peintres en bâtiment, les CDD sont particulièrement nombreux et le taux de retour sur les fichiers de l'ANPE élevé.
Dans les métiers du secrétariat, on enregistre à la fois un nombre élevé de demandes et la persistance d'offres non satisfaites.
Les agents de stockage et agents de sécurité connaissent encore souvent une durée moyenne au chômage élevée.
Pour les métiers de la maintenance, alors que les employeurs rencontrent de nombreuses difficultés de recrutement, l'ANPE enregistre moins d'offres que de demandes.
Les raisons de ces tensions sont multiples. Certaines sont à chercher du côté de la formation, d'autres du côté des conditions de travail (attractivité du métier). En tout cas, elles demandent à être approfondies par une observation spécifique. **Par ailleurs, les plans d'action des partenaires de la MDE intégreront les spécificités de ces métiers en tension sur le Dunkerquois.**

L'ensemble de ces constats guideront la mise en œuvre des plans d'action de la Maison de l'Emploi et de ses partenaires.

Opportunités et menaces dans les bassins voisins

Au-delà de la frontière, la réalité est aussi toute autre : dans certains arrondissements de Flandre occidentale belge, le taux de chômage n'atteint pas les 6 %. Il est également important de prendre en considération les **difficultés de nos plus proches voisins,** afin d'anticiper d'éventuelles répercussions : le Calaisis affiche un taux de chômage particulièrement élevé (plus de 15 % en décembre 2006). Sous l'égide de la CUD, la MDE a engagé un partenarait avec les acteurs de la Flandre Occidentale Belge.

→ *Une coupure très nette entre Flandre occidentale belge et Côte d'Opale*

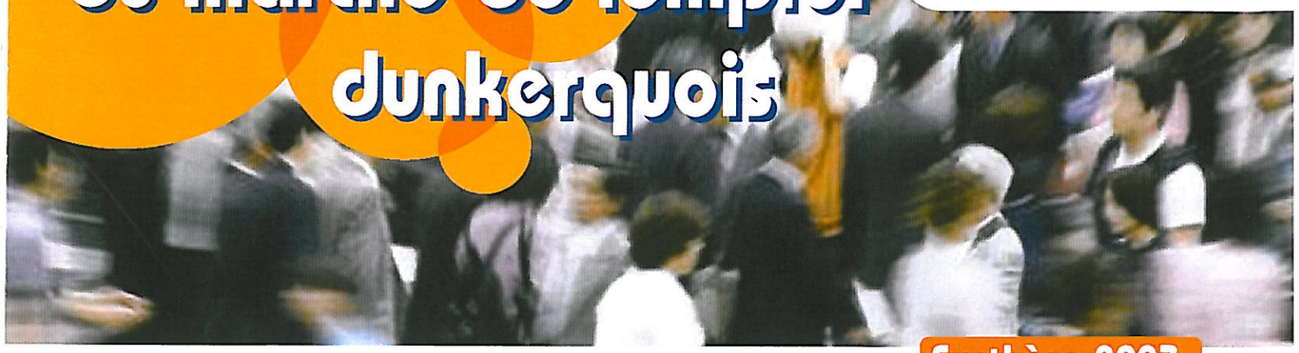


Source / bronnen Extrait BD Carto® IGN® IGN 2006 - INSEE 2004 - WAV2004 1er juin 2006

Document réalisé avec le soutien analytique et technique de l'AGUR
Réalisation Cohesium

Diagnostic du marché de l'emploi dunkerquois

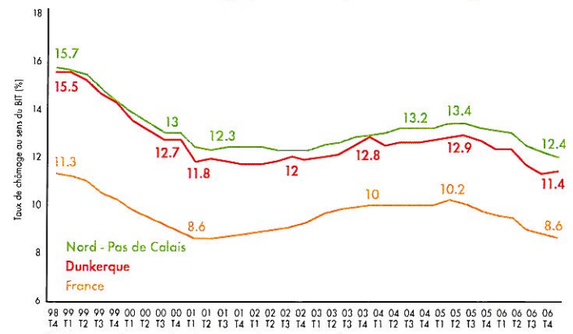
MAISON DE L'EMPLOI DE LA RÉGION DUNKERQUOISE



Synthèse 2007

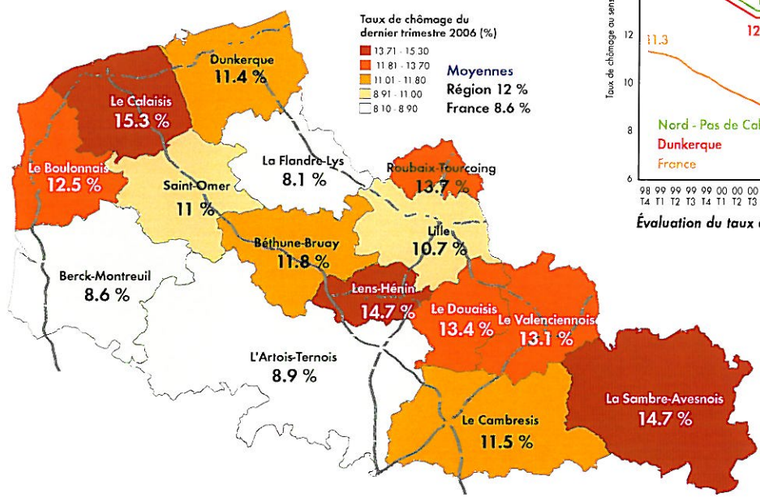
Jusqu'à la fin des années 90, le taux de chômage du Dunkerquois était supérieur à la moyenne régionale. Aujourd'hui, la situation est inversée : le bassin affiche un taux de 11,4 % contre 12 % pour le Nord – Pas de Calais (décembre 2006). Le chiffre actuel correspond à celui du début des années 80.
Le taux de chômage local ne fait pas partie des plus élevés de la Région : sur les 15 bassins que compte la Région, 9 affichent un taux supérieur à celui de Dunkerque.

→ *Une baisse du chômage plus forte qu'au niveau régional*



Évaluation du taux de chômage depuis décembre 1998
Source INSEE 2006, données corrigées

→ *Taux de chômage : les contrastes du littoral*



***Taux de chômage en décembre 2006** au sens BIT (cvs en %)*
Source INSEE Nord - Pas-de-Calais

Renouveler la population active

Le Dunkerquois se situe **à la veille d'une diminution sensible de sa population active.** Compte tenu de la démographie locale, cette tendance devrait être plus marquée qu'en moyenne nationale. Ce phénomène est à suivre de près afin d'anticiper les risques de tensions de main-d'œuvre.

Chômage des jeunes : un défi permanent

Parmi les demandeurs d'emploi, les jeunes dunkerquois sont particulièrement exposés au chômage. Au recensement de la population de 1999, 40 % des actifs de moins de 25 ans du Dunkerquois se sont déclarés demandeurs d'emploi, soit 14 points de plus que la moyenne nationale.

Plus récemment, la situation semble s'être améliorée. Entre 2005 et 2006, c'est **la population jeune qui a tiré vers le bas les chiffres du chômage** (y compris ceux du chômage de longue durée). Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi a baissé deux fois plus vite que l'ensemble des demandeurs d'emploi (respectivement -14 % et - 7 %).
En revanche, la Mission Locale d'agglomération constate une augmentation du nombre des jeunes suivis avec une part de jeunes non inscrits à l'ANPE (près de 40 % sur le dispositif CIVIS sur 2006).